



Enquête Deloitte auprès des CFO Une reprise économique teintée d'incertitudes

Résultats de l'enquête menée en Suisse et en Europe | 2^{ème} semestre 2021

Sommaire

1. Points-clés de l'enquête suisse	3
2. Perspectives économiques : la reprise se poursuit	4
3. Des perspectives d'entreprises radieuses malgré quelques ombres au tableau	5
4. Risques pour les entreprises : les chaînes d'approvisionnement et les prix au cœur des préoccupations	9
5. Technologie au sein de la fonction financière	10
6. Durabilité : l'avenir sera vert	11
7. Contacts et auteurs	12

À propos de l'enquête Deloitte auprès des CFO

La 42e édition de l'enquête Deloitte auprès des CFO en Suisse a été réalisée en ligne entre le 31 août et le 27 septembre. Au total, 114 CFO représentant tous les grands secteurs de l'économie, issus tant de sociétés cotées que non cotées, y ont pris part. Nous tenons à remercier tous les participants pour leur contribution à cette enquête.

Le présent rapport comporte des extraits choisis des résultats de l'enquête menée auprès des CFO européens. Le sondage a été réalisé dans 17 pays, y compris la Suisse. Au total, 1 330 CFO y ont participé dans toute l'Europe. Les résultats des enquêtes nationales ont été compilés et sont disponibles ici : www.deloitte.com/europeancfosurvey

Note sur la méthodologie

Dans ce sondage, certains graphiques indiquent les résultats sous forme de solde net obtenu en retranchant le pourcentage de personnes interrogées donnant une réponse négative du pourcentage de celles donnant une réponse positive. Les réponses qui ne sont ni positives ni négatives sont considérées comme neutres.

En raison des arrondis, la somme des réponses n'atteint pas toujours 100 %. Pour des raisons de lisibilité, l'intégralité des questions du sondage n'est pas systématiquement prise en compte dans l'étude publiée. La sélection des questions pertinentes se fait en fonction du contexte économique et financier actuel. Nous vous invitons à nous contacter si vous souhaitez obtenir des informations concernant les questions ne figurant pas dans ce sondage.

1. Points-clés de l'enquête suisse



La reprise se poursuit selon les CFO, qui sont 83 % à envisager une évolution positive de la conjoncture en Suisse au cours des douze prochains mois. C'est le troisième meilleur chiffre enregistré depuis le lancement de l'enquête en 2009. Dans le même temps, le pourcentage de pessimistes décline pour atteindre à peine 4 %.



Parallèlement aux perspectives économiques, les attentes s'améliorent pour la plupart des chiffres clés des entreprises. 69 % des CFO s'attendent à une amélioration des perspectives financières au cours des douze prochains mois. Cependant, l'évolution au cours du trimestre précédent a été perçue de façon moins optimiste qu'auparavant et les attentes relatives aux marges opérationnelles pour les douze prochains mois sont en baisse.



60 % des CFO rapportent que les chiffres d'affaires de leur entreprise atteignent au moins les niveaux d'avant la crise. Ce chiffre a doublé par rapport à l'enquête précédente et plus rapidement que prévu. Néanmoins, la crise reste, pour de nombreuses entreprises, bien présente.



Les perceptions des risques ont radicalement changé. En effet, les CFO sont aujourd'hui surtout préoccupés par les goulots d'étranglement au sein de la chaîne logistique, les pénuries de main-d'œuvre qualifiée et l'augmentation des prix. La reprise économique crée des problèmes de capacité sur la chaîne d'approvisionnement et sur le plan du personnel. Après avoir été confrontées aux défis de la pandémie, les entreprises suisses doivent maintenant faire face à des problèmes de capacité.



L'utilisation de nouvelles technologies au sein de la fonction financière prend de plus en plus d'importance. Les gains en efficacité restent la raison principale. Les coûts sont l'obstacle le plus important, tandis que l'absence de priorité stratégique et la résistance du personnel au changement jouent un rôle moins important.

2. Perspectives économiques : la reprise se poursuit

Après la crise, la reprise. Presque tous les CFO se montrent optimistes quant aux perspectives économiques pour les douze prochains mois. Néanmoins, d'importantes différences sectorielles persistent.

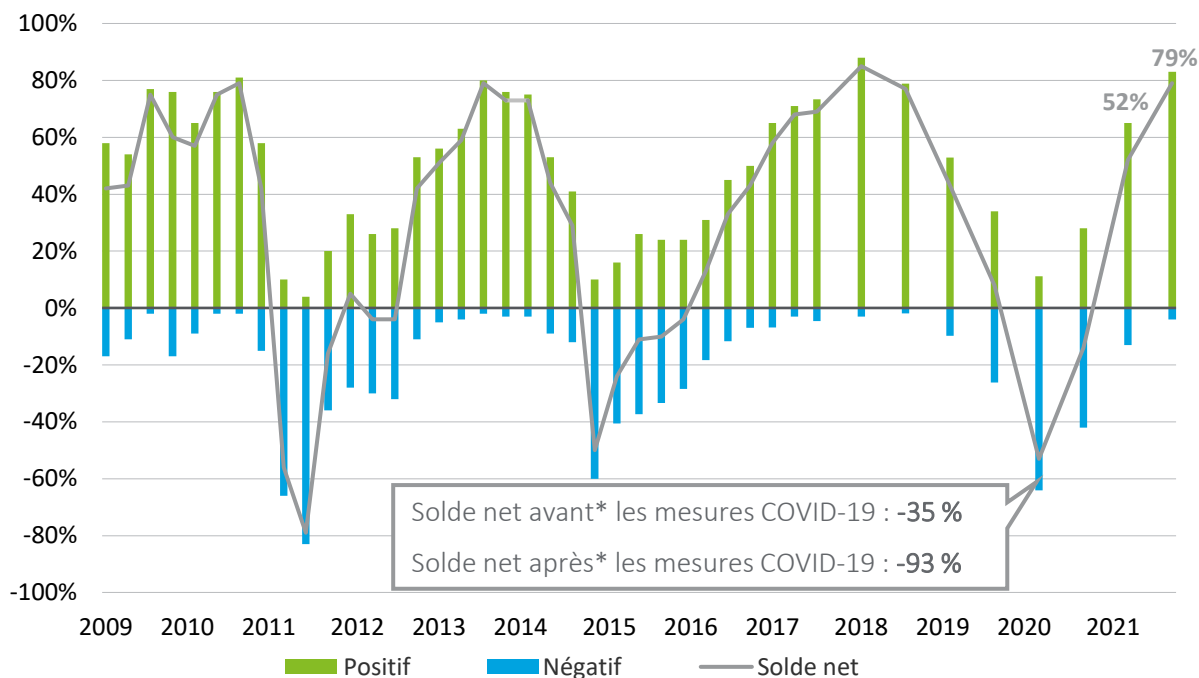
Les CFO estiment qu'en Suisse, la reprise économique devrait se poursuivre au cours des douze prochains mois. Ils sont ainsi 83 % à envisager une évolution positive de la conjoncture ; il s'agit du troisième chiffre le plus élevé enregistré depuis le lancement de l'enquête en 2009 (solde net 79 %). Si ces prévisions s'avèrent exactes, la Suisse aura alors traversé une fois de plus une période de crise sans trop de difficultés, de même que pour la crise financière de 2008, la crise de l'euro en 2011 et le choc du franc en 2015.

Cette perspective serait réjouissante, mais il ne faudrait pas pour autant se reposer sur ses lauriers. La lutte contre la pandémie a été onéreuse, les dettes contractées doivent être remboursées et les succès doivent être relativisés. Les effets varient en fonction des secteurs et tout le monde ne considère pas du tout la lutte contre la pandémie en Suisse comme une réussite.

De plus, la croissance future n'est pas encore garantie et les CFO voient de nombreux risques qui pourraient s'y opposer, notamment une pénurie croissante de main-d'œuvre qualifiée. Les CFO sont plus nombreux que lors des enquêtes précédentes à mentionner ce problème comme un risque pour les entreprises (voir page 9).

Fig. 1. Perspectives économiques en Suisse

Pourcentage des CFO jugeant positivement/négativement les perspectives économiques en Suisse au cours des 12 prochains mois



*Avant et après se réfèrent au 13 mars 2020, date à laquelle le conseil fédéral a instauré les mesures de restriction en Suisse.

3. Des perspectives d'entreprises radieuses malgré quelques ombres au tableau

Les perspectives des entreprises sont globalement très bonnes pour les douze prochains mois. Seules les attentes vis-à-vis des marges sont en recul par rapport au premier semestre. Les CFO se montrent néanmoins moins enthousiastes vis-à-vis des perspectives de leurs entreprises qu'il y a trois mois. En effet, seul un peu plus d'un tiers des CFO ont constaté une amélioration.

Les CFO qui ont observé une amélioration quant aux perspectives financières de leur entreprise au cours du dernier trimestre sont deux fois plus nombreux que ceux qui ont constaté une détérioration (35 % contre 14 %). La situation s'est donc encore améliorée, mais le pourcentage d'entreprises ayant observé une telle amélioration a diminué par rapport à l'enquête du début d'année. Ils étaient alors 57 % à être plus optimistes qu'auparavant. Néanmoins, la part de pessimistes a peu augmenté par rapport au premier semestre et, résultat inédit : 51 % des CFO ne constatent aucun changement au cours du dernier trimestre. Si les CFO sont légèrement moins nombreux à avoir noté une amélioration, une évolution favorable reste globalement encore envisageable.

Ainsi, pour les douze prochains mois, les CFO sont généralement optimistes concernant les perspectives de leur propre entreprise, de même qu'ils le sont en grande partie pour les perspectives économiques. Un solde net de 69 % envisage une amélioration des perspectives de leur propre entreprise ; ce chiffre est sensiblement supérieur à celui de l'enquête de début d'année et le meilleur enregistré depuis que cette question a été posée pour la première fois fin 2014. La plupart des entreprises estiment donc pouvoir profiter de la reprise économique.

Fig. 2. Comparaison des perspectives financières des entreprises suisses avec l'Allemagne et le Royaume Uni

Solde net illustrant la perception actuelle des CFO quant aux perspectives financières de leur entreprise, par rapport au trimestre précédent

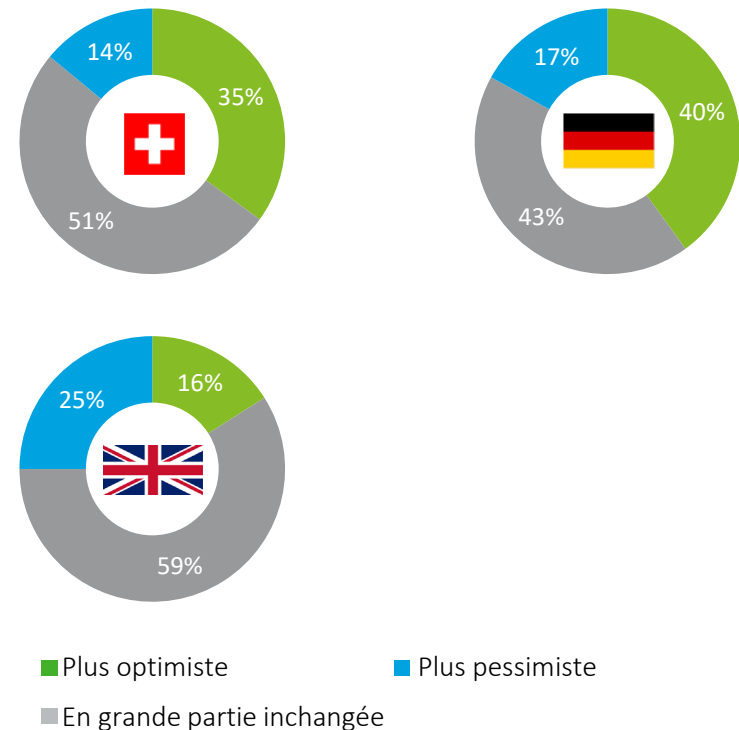


Fig. 3. Perspectives financières aujourd'hui par rapport au trimestre précédent

Solde net illustrant la perception actuelle des CFO quant aux perspectives financières de leur entreprise, par rapport au trimestre précédent. Les résultats incluent ceux de la courte enquête de juin 2020.

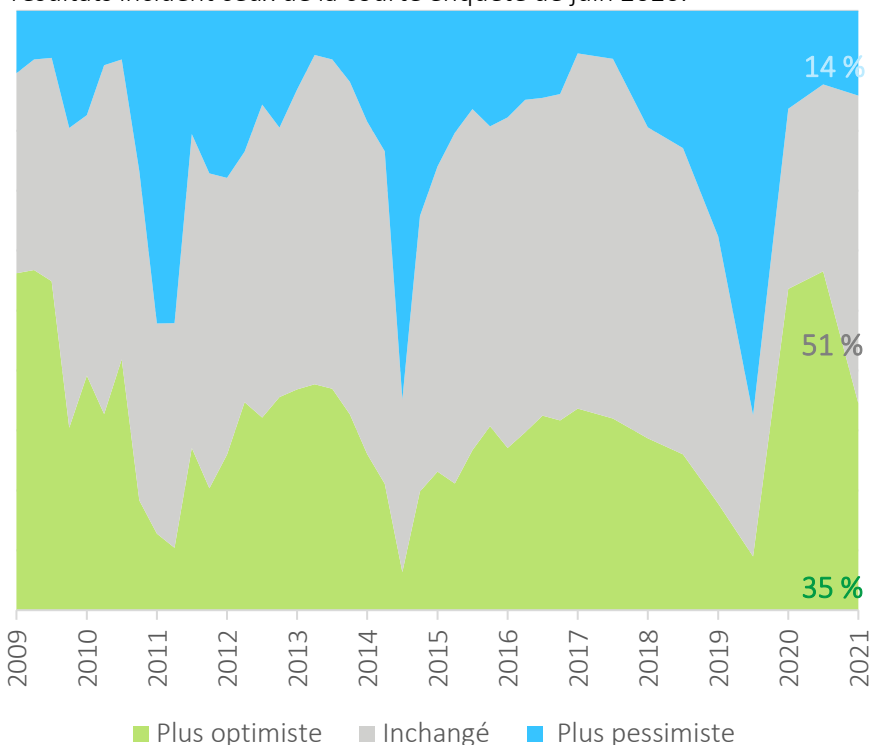
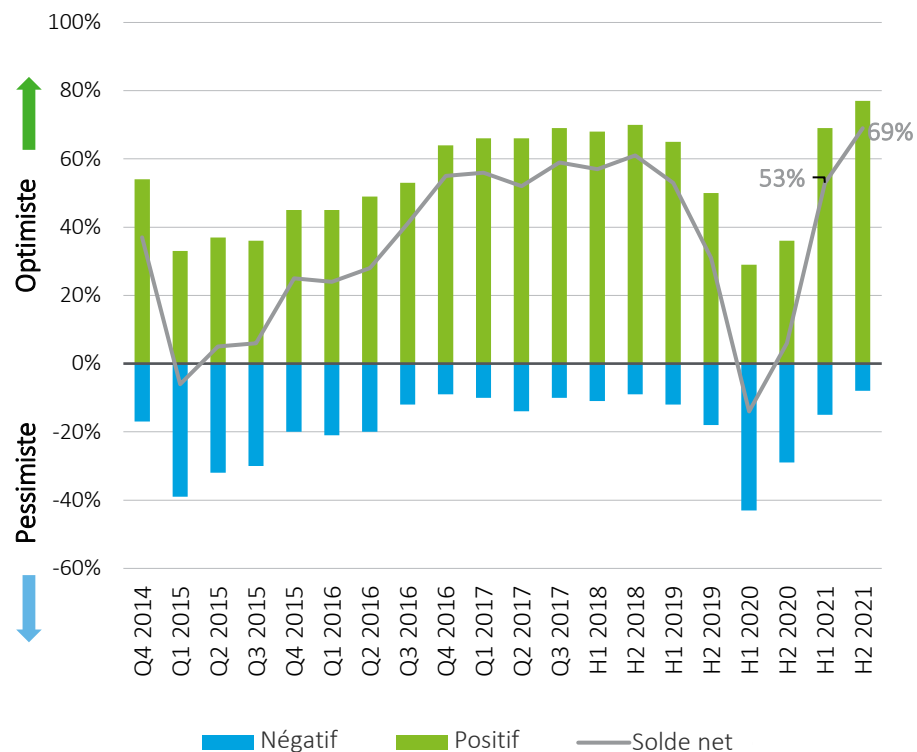


Fig. 4. Perspectives financières pour les 12 prochains mois

Pourcentages et solde net montrant comment les CFO envisagent les perspectives financières de leur entreprise pour les 12 prochains mois



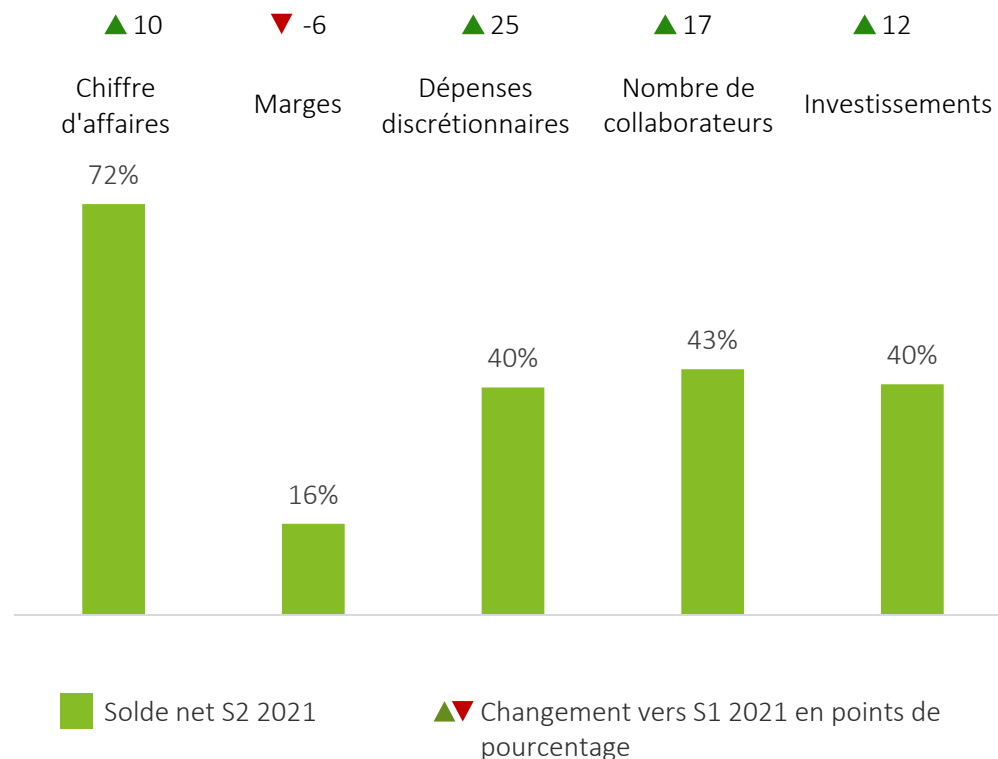
Suite à la nette augmentation enregistrée dans le cadre des enquêtes précédentes, les CFO s'attendent encore à une amélioration des chiffres clés détaillés de leur entreprise, à l'exception des marges opérationnelles pour lesquelles le solde net diminue de six points de pourcentage. La pression sur les marges semble à nouveau augmenter. Ces résultats pourraient s'expliquer par le nombre croissant de problèmes liés aux coûts des produits de base ou des matières premières (voir page 9).

Par ailleurs, un solde net de 72 % des CFO envisage une augmentation du chiffre d'affaires au cours des 12 prochains mois ; il s'agit là du pourcentage le plus élevé enregistré depuis plus de six ans. Les prévisions en matière de dépenses sont aussi à la hausse. Cette augmentation est la plus marquée dans le domaine des dépenses discrétionnaires (voyages d'affaires, événements, marketing). Il convient cependant de tenir compte du fait que de nombreuses dépenses discrétionnaires étaient inexistantes ou à peine possibles au cours des dix-huit derniers mois, ce qui accentue d'autant plus l'effet de base.

L'augmentation des investissements et des effectifs montre que les entreprises souhaitent profiter de ces chiffres d'affaires satisfaisants en développant leurs propres capacités. S'agissant du personnel, il est question de savoir dans quelle mesure et à quelle rapidité les plans de développement pourront être mis en œuvre en raison de la pénurie croissante de main-d'œuvre qualifiée (voir page 9).

Fig. 5. Chiffres clés de l'entreprise : les marges rompent la tendance haussière

Solde net des CFO qui s'attendent à une augmentation /une baisse de ces chiffres clés pour leur entreprise dans les 12 prochains mois



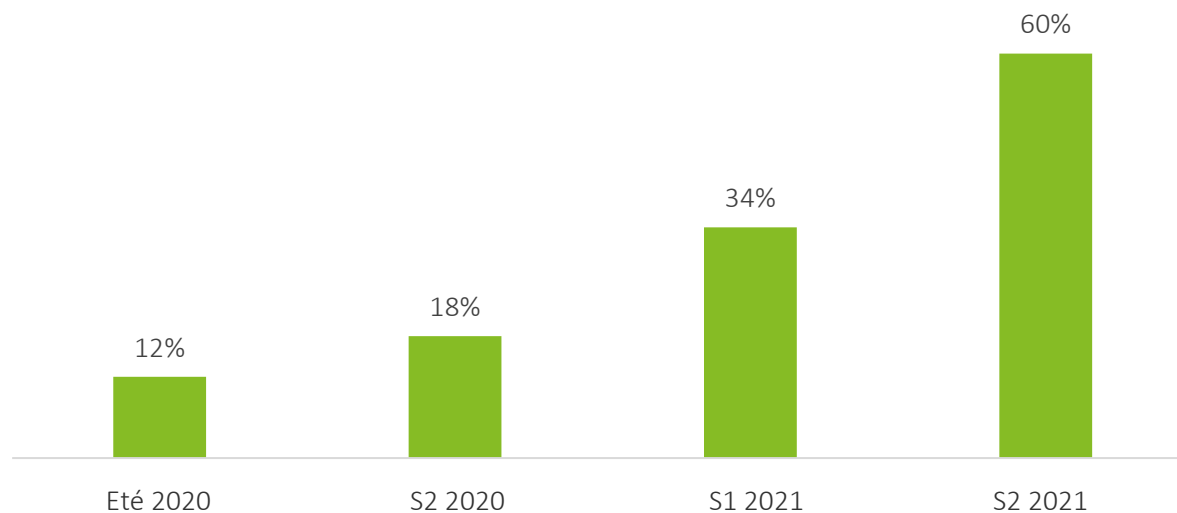
Depuis l'enquête du premier semestre, de grands progrès ont été réalisés en matière de chiffres d'affaires par rapport aux niveaux enregistrés avant la crise. Aujourd'hui, 60 % des CFO indiquent être au moins revenus au niveau d'avant-crise, soit deux fois plus qu'au début de l'année. La grande majorité des acteurs de l'économie suisse semblent s'être relevés de la crise.

S'il s'agit là d'une excellente nouvelle, elle ne concerne malheureusement pas toutes les entreprises. En effet, 23 % des CFO envisagent un retour au niveau d'avant-crise d'ici la fin de l'année prochaine et 17 % seulement après 2022.

Plusieurs raisons peuvent expliquer ces résultats. D'une part, il y a certaines entreprises qui, même si elles ont enregistré un bon niveau de commandes, ne sont pas en mesure de les honorer (car elles doivent au préalable développer leurs capacités). Si elles n'ont pas encore retrouvé leur chiffre d'affaires d'avant-crise, elles ont pratiquement déjà traversé la tourmente. D'autres entreprises, comme celles issues du secteur du tourisme, sont encore submergées par la crise car la demande pour leurs produits ou services se redresse plus lentement.

Fig. 6. Chiffres d'affaires : pour 60 %, un retour au moins au niveau d'avant-crise

Pourcentage des CFO dont le chiffre d'affaires de l'entreprise est égal ou supérieur au niveau d'avant-crise. Résultats de l'enquête à différentes périodes.



4. Risques pour les entreprises : les chaînes d'approvisionnement et les prix au cœur des préoccupations

Les perceptions des risques ont radicalement changé. Aujourd'hui, ce sont surtout les goulots d'étranglement au sein de la chaîne logistique, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée et les hausses de prix qui suscitent des inquiétudes.

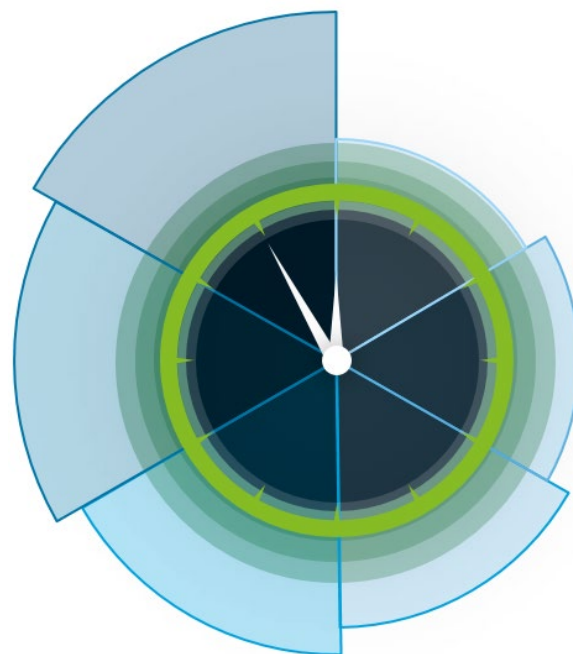
La demande connaît une hausse, ce qui entraîne des goulots d'étranglement au sein de l'économie. Pour la première fois depuis le lancement de la Swiss CFO Survey, les CFO considèrent les goulots d'étranglement dans la chaîne d'approvisionnement comme le risque le plus pressant. Derrière ce résultat se cachent des inquiétudes par rapport à la disponibilité des marchandises ou des moyens de transport, ce qui peut entraîner une optimisation de la structure des fournisseurs et des mesures d'entreposage ou d'accumulation des stocks. La demande supplémentaire générée par cette accumulation peut exacerber davantage les contraintes de capacité existantes à la façon d'une prophétie auto-réalisatrice. Elle renforce également l'incertitude des prévisions, car il est parfois difficile de déterminer dans quelle mesure l'augmentation du nombre de commandes entrantes peut être imputée à une croissance durable ou à une accumulation de stocks à court terme.

Après une augmentation fulgurante, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée retrouve la troisième place, tandis que la pression sur les prix/coûts/marges grimpe en flèche pour se placer en cinquième position.

L'inflation occupe actuellement le sixième rang. En effet, les CFO envisagent également une hausse des prix à la consommation en Suisse d'ici deux ans, d'où une baisse modérée des prévisions de 1,3 %.

Fig. 7. Risques pour les entreprises selon les CFO suisses

Les plus grands risques internes et/ou externes pour les entreprises dans les 12 mois à venir. Les CFO peuvent indiquer jusqu'à trois risques, catégorisés ensuite par Deloitte. Le classement ci-dessous comprend un certain nombre de mentions similaires mais nuancées pour correspondre au mieux à la catégorie en question. Les triangles indiquent la tendance d'évolution par rapport à l'enquête de l'automne dernier, tandis que le chiffre à l'intérieur du triangle indique le nombre de places gagnées ou perdues.



1	Problèmes de chaînes d'approvisionnement Prix des matières premières	▲3
2	Conséquences directes de la COVID-19	▼-1
3	Pénurie de main-d'œuvre qualifiée	▲15
4	Défis internes*	▼-2
5	Pression sur les prix/coûts/marges	▲10
6	Inflation	▲7
7	Risques géopolitiques	▲3
8	Faiblesse de la demande	▼-5
9	Réglementation croissante	▼-4
10	Stabilité des marchés financiers	▼-1

5. Technologie au sein de la fonction financière

L'utilisation de nouvelles technologies au sein de la fonction financière prend de plus en plus d'importance. Les gains en efficacité restent la raison principale. Les coûts sont l'obstacle le plus important, tandis que l'absence de priorité stratégique et la résistance du personnel au changement jouent un rôle moins important. Les CFO citent l'exploration de processus, l'automatisation des processus assistée par robots et la visualisation interactive des données comme les principales technologies qui s'imposeront au cours des trois prochaines années.

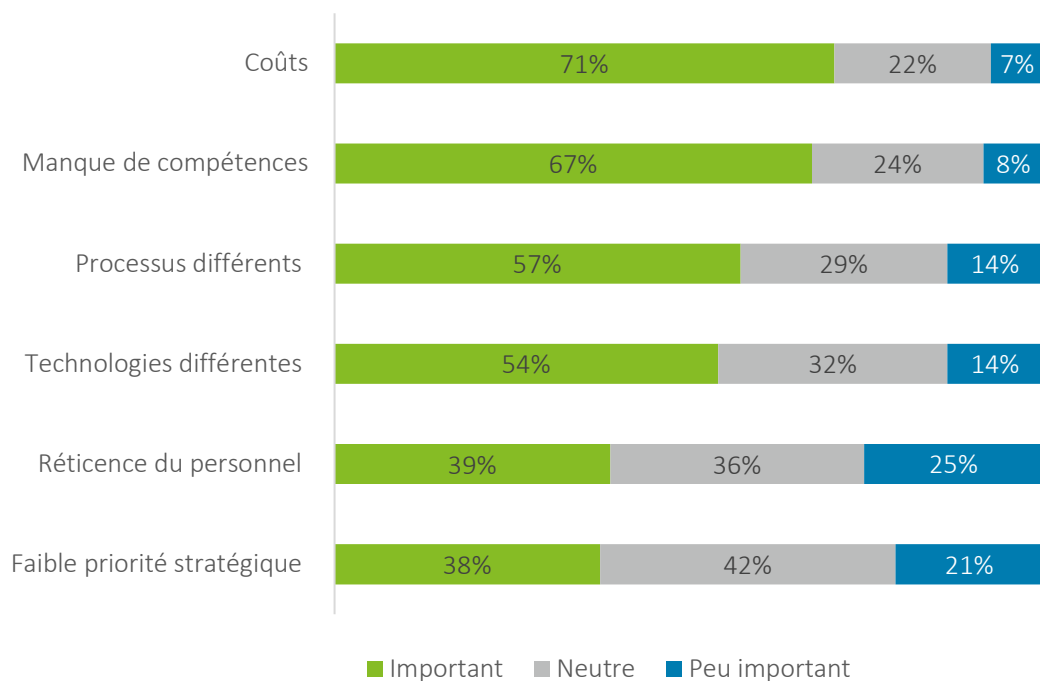
Du point de vue des CFO, les gains en efficacité sont le principal moteur de l'introduction de nouvelles technologies au sein de la fonction financière. De même, l'utilisation de technologies permet aux employés de se concentrer plus activement sur les tâches stratégiques et constitue une raison supplémentaire, néanmoins un peu moins importante, de l'avancée des nouvelles technologies. La réflexion sur les coûts tient une place presque aussi essentielle.

Les principaux obstacles à l'introduction de technologies sont les coûts, le manque de connaissances et l'existence de technologies ou de processus différents au sein de l'entreprise. L'absence de priorité stratégique et la résistance du personnel au changement n'ont néanmoins qu'un rôle secondaire (Figure 8).

Au cours des trois dernières années, la numérisation des processus a été, de loin, la technologie la plus importante. Pour les trois prochaines années, les CFO pensent que l'on mettra l'accent sur l'exploration de processus, l'automatisation des processus assistée par robots et la visualisation interactive des données.

Fig. 8. Obstacles à l'introduction de nouvelles technologies au sein de la fonction financière

Veillez indiquer l'importance des obstacles suivants dans le cadre de l'introduction de technologies au sein de votre département Finance.



6. Durabilité : l'avenir sera vert

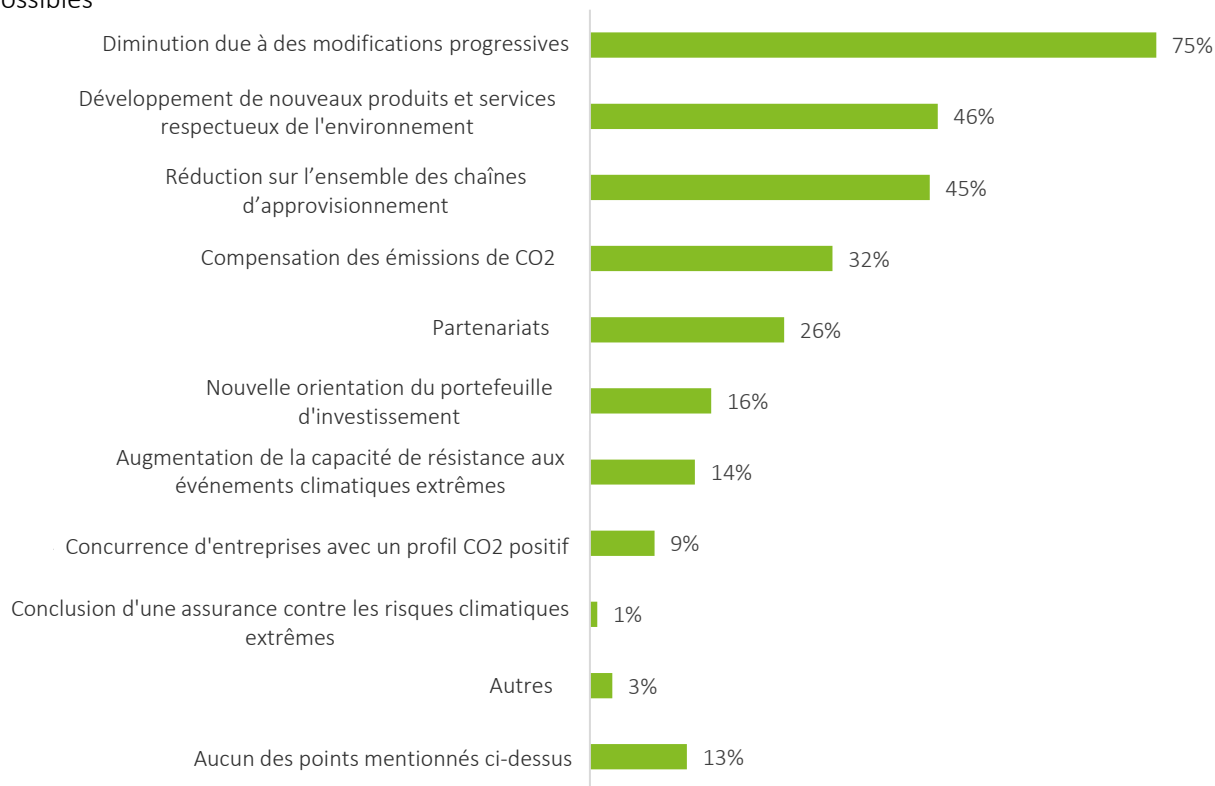
La majorité des entreprises suisses se fixent également des objectifs climatiques ambitieux. Ainsi, un peu plus des deux tiers des CFO ont pour objectif concret une réduction de leurs émissions de CO2. 62 % veulent l'atteindre d'ici 2030 et 8 % affirment l'avoir déjà réalisé. Les principales mesures mentionnées sont la réduction progressive des émissions de CO2, le développement de produits et de services respectueux de l'environnement, ainsi que la réduction des émissions de CO2 des fournisseurs.

Les plans sont ambitieux : 68 % des CFO affirment que leur entreprise a des objectifs concrets de réduction d'émissions de CO2. Parmi eux, 28 % espèrent atteindre zéro émission nette, 15 % veulent réduire leurs émissions de plus de 50 % et 25 % ont pour ambition de les réduire jusqu'à 50 %. Ils sont 62 % à vouloir atteindre ces objectifs d'ici 2030, tandis que 8 % affirment les avoir déjà atteints. Si les CFO se sont fixés des objectifs climatiques, c'est principalement parce qu'ils souhaitent améliorer l'image de leur entreprise et en raison des réglementations existantes ou futures. Les économies de coûts ou l'innovation leur paraissent moins importantes.

La principale mesure permettant d'atteindre ces objectifs climatiques est, de loin, la mise en place progressive de modifications en vue de réduire les émissions de CO2, comme l'illustre la Figure 9. Cette mesure est suivie du développement de produits et de services respectueux de l'environnement, ainsi que des réductions sur l'ensemble des chaînes d'approvisionnement.

Fig. 9. Mesures des entreprises dans la lutte contre le changement climatique

Votre entreprise prend-elle une ou plusieurs mesures parmi celles mentionnées ci-après pour atténuer le changement climatique ou s'y adapter, ou des mesures sont-elles prévues ? Plusieurs réponses possibles



7. Contacts et auteurs

Contacts



Reto Savoia
CEO
Deloitte Suisse
+41 58 279 60 00
rsavoia@deloitte.ch



Alessandro Miolo
Associé Responsable Audit &
Assurance et du programme CFO
+41 58 279 72 27
amiolo@deloitte.ch



Jean-François Lagassé
Associé
Responsable du secteur
des services financiers
+41 58 279 81 70
jlagasse@deloitte.ch

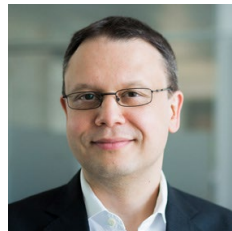


Alexandre Buga
Associé
Swiss Financial Services Industries
Audit & Assurance leader
+41 58 279 80 49
abuga@deloitte.ch

Auteurs



Dr. Michael Grampp
Économiste en chef & directeur de
l'équipe Recherches
+41 58 279 68 17
mgrampp@deloitte.ch
Suivez-moi sur Twitter @michaelgrampp



Dennis Brandes
Économiste & Responsable des
recherches
+41 58 279 65 37
dbrandes@deloitte.ch

Participer à nos enquêtes et consulter les résultats précédents

Si vous souhaitez participer à notre étude ou recevoir des exemplaires supplémentaires de ce rapport, nous vous invitons à nous écrire à cfosurvey@deloitte.ch.

Tous les résultats de nos enquêtes depuis le 3e trimestre 2009 peuvent être consultés sur notre site internet à l'adresse www.deloitte.com/ch/cfosurvey.

Remerciements

Nous souhaitons remercier tous les CFO qui ont pris le temps de répondre à notre sondage.

La Deloitte CFO Survey est soutenue par le CFO Forum Schweiz, l'association indépendante des directeurs financiers en Suisse.

Nous tenons à remercier Damian Rohr pour sa précieuse contribution à cette enquête.



Cette publication a été rédigée en des termes généraux et nous vous recommandons de consulter un professionnel avant d'agir ou de vous abstenir d'agir sur la base du seul contenu de cette publication. Deloitte SA décline tout devoir de diligence ou de responsabilité pour les pertes subies par quiconque agit ou s'abstient d'agir sur la base des informations contenues dans cette publication.

Deloitte SA est une filiale de Deloitte NSE LLP, une société affiliée de Deloitte Touche Tohmatsu Limited (« DTTL »), une « UK private company limited by guarantee » (société à responsabilité limitée de droit britannique). DTTL et son réseau de sociétés affiliées forment chacune une entité juridique indépendante et séparée. DTTL et Deloitte NSE LLP, en tant que telles, ne fournissent pas de services aux clients. Pour une description détaillée de la structure juridique de DTTL et de ses sociétés affiliées, veuillez consulter le site www.deloitte.com/ch/about.

Deloitte SA est une société d'audit agréée et supervisée par l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision (ASR) et par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA).

© Deloitte SA 2021. Tous droits réservés.